

Projet d'arrêté

relatif au nombre et à la compétence territoriale des services instructeurs, pris en application des décrets n°2007-1167 du 2 août 2007 relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur et n°2007-1168 du 2 août 2007 relatif aux titres de navigation des bâtiments et établissements flottants naviguant ou stationnant sur les eaux intérieures

Rapport de présentation

Dans le cadre de la réforme de Voies Navigables de France (VNF), il est prévu de transférer les services navigation du MEDDTL à l'établissement public. Cette réforme doit prendre effet au 1^{er} janvier 2013.

Outre leurs missions d'exploitation des voies navigables, les services navigation exercent actuellement des missions régaliennes, en particulier l'instruction et la délivrance des permis de conduire des bateaux de plaisance à moteur, ainsi que l'instruction et la délivrance des titres de navigation des bâtiments et établissements flottants naviguant ou stationnant sur les eaux intérieures.

Ces missions, exercées par les services instructeurs au sein de cinq services navigation et de la DDTM44, n'ont pas vocation à être confiées à l'établissement public VNF. Les services compétents sur ces champs de missions sont actuellement désignés par deux arrêtés du 28 août 2007 pris en application du décret n°2007-1167 relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur, pour le premier, et du décret n°2007-1168 relatif aux titres de navigation des bâtiments et établissements flottants naviguant ou stationnant sur les eaux intérieures, pour le second.

Le principe retenu est le rattachement des services instructeurs aux DDT, hormis en Île-de-France où la DRIEA sera la structure d'accueil. Le projet d'arrêté reprend le fond et la forme des deux arrêtés du 28 août 2007 qu'il abroge, en apportant cette modification. Il adapte également la désignation des services compétents aux dénominations des services résultants de la RéATE.

Ce transfert sera concomitant au transfert des services navigation à VNF et prendra donc effet au 1^{er} janvier 2013. Il est intégré à la démarche de pré-positionnement prévue par la circulaire du 29 mars 2012.

*

* *

Le projet d'arrêté comporte sept articles et quatre annexes.

L'article 1 désigne les catégories de services de l'État compétents pour l'instruction et la délivrance des permis de conduire des bateaux de plaisance à moteur, en eaux marines comme en eaux intérieures, en application du décret n°2007-1167.

L'article 2 définit les compétences territoriales de chaque service de l'État visé à l'article premier.

L'article 3 désigne les services compétents pour l'instruction et la délivrance des titres de navigation des bâtiments et établissements flottants naviguant ou stationnant sur les eaux intérieures, en application du décret n°2007-1168.

L'article 4 définit les compétences territoriales de chacun des six services visés à l'article trois.

L'article 5 abroge l'arrêté du 28 août 2007 pris en application du décret n°2007-1167 et l'arrêté du 28 août 2007 pris en application du décret n°2007-1168.

L'article 6 précise la date d'entrée en vigueur au 1er janvier 2013.

L'article 7 est l'article d'exécution.

L'annexe I présente la compétence territoriale des services instructeurs pour les départements littoraux en prenant en compte les nouvelles dénominations issues de la RéATE.

L'annexe II présente la compétence territoriale des services instructeurs pour les départements non littoraux en prenant en compte les nouvelles dénominations issues de la RéATE.

L'annexe III présente la compétence territoriale des services instructeurs pour les départements d'outre-mer de Guadeloupe, Guyane et Martinique en prenant en compte les nouvelles dénominations issues de la RéATE.

L'annexe IV présente la compétence territoriale des services instructeurs pour les départements non littoraux. Il s'agit des six services instructeurs dont le rattachement doit être modifié dans le cadre de la réforme VNF.